

IMAGERIE MEDICALE : LES MEDECINS RADIOLOGUES A BOUT FACE AUX NOUVELLES COUPES DU PLFSS 2026

ILS ANNONCENT UN RECOURS OFFICIEL CONTRE LE PROTOCOLE IMAGERIE DU 16 OCTOBRE ET UNE GREVE NATIONALE LE 10 NOVEMBRE.

- De nouvelles baisses de tarifs d'imagerie imposées dans le cadre du PLFSS 2026 viennent frapper un secteur déjà fragilisé, essentiel au diagnostic et au dépistage, menacé de fermetures de cabinets.
- Ces nouvelles mesures impacteront directement les patients : délais plus longs, accès restreint, diagnostic retardé.
- Une décision jugée « injustifiable » par les professionnels de l'imagerie médicale. Les radiologues saisissent les voies de recours et appellent à une journée de grève nationale le 10 novembre.

Paris, le 4 novembre. Face aux nouvelles baisses de tarifs imposées unilatéralement par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) dans le protocole imagerie 2025-2027 de la CNAM et celles du PLFSS 2026, la Fédération Nationale des Médecins Radiologues (FNMR) dénonce une décision brutale, économiquement dangereuse et médicalement irresponsable.

Ces baisses tarifaires auront des effets immédiats sur le quotidien des patients :

- Allongement des délais d'accès aux examens (IRM, scanner, échographie, mammographie),
- Fermeture de cabinets en zones rurales ou périurbaines,
- Ralentissement de l'innovation technologique,
- Fragilisation des dépistages de masse (comme le cancer du sein).
- Moindre accès au diagnostic et au traitement des cancers et des maladies chroniques.

Les médecins radiologues annoncent donc des décisions fortes :

- Une journée de grève nationale des cabinets de radiologie est organisée le lundi 10 novembre 2025.
- Extension de la grève de la Permanence des soins en établissement (PDSES) à toutes les urgences y compris la journée.
- Un recours officiel contre le protocole imagerie CNAM est en cours de dépôt.

« Ces décisions du PLFSS 2026 et du protocole imagerie privent les radiologues des marges de manœuvre nécessaires pour continuer à assurer des soins de qualité aux patients. Cette décision est à la fois économiquement absurde et médicalement irresponsable. Les patients vont en être les victimes », déclare Jean-Philippe Masson, président de la FNMR.

Les médecins radiologues ont déjà trop donné

Depuis dix ans, les radiologues ont dû faire face à plus de 1,5 milliard d'euros de baisses tarifaires.

Ils ont pris en charge les investissements numériques (archivage des images, sécurité, cybersécurité, interopérabilité), supporté l'inflation sur l'énergie, les salaires, la maintenance, et assumé de nombreuses missions non rémunérées (réunions pluridisciplinaires, audits, conformité, etc.).

Pendant ce temps, ils réalisent près de 80 millions d'actes par an, dont une grande majorité permet un

diagnostic plus rapide et des traitements plus efficaces, plus légers et souvent moins coûteux.

Aujourd'hui, avec une marge brute inférieure à 15 %, de nombreux cabinets sont considérés "à risque" par les banques : cela bloque les crédits et freine le renouvellement des équipements, essentiels à la qualité des soins et à la sécurité.

Un maillon clé menacé

En s'attaquant une nouvelle fois à l'imagerie médicale, le PLFSS 2026 met en péril un maillon essentiel de la chaîne de soins. Sans investissement, sans innovation, ce sont les patients qui subiront les conséquences. Pourtant, des alternatives concrètes et responsables existent.

Depuis plusieurs années, les radiologues proposent des plans de pertinence des soins, axés sur la réduction des examens inutiles, le respect des recommandations scientifiques, et une meilleure orientation des patients vers les bons examens.

Ces plans, s'ils étaient appliqués, permettraient jusqu'à 300 millions d'euros d'économies sur 3 ans sans dégrader l'accès ni la qualité des soins.

Parmi les propositions concrètes :

- Pas d'imagerie en première intention pour les lombalgies communes,
- Usage raisonné des radiographies thoraciques ou abdominales,
- Réduction des volumes de produit de contraste,
- Développement de l'intelligence artificielle pour aider à la décision.
- Développement de la radiologie interventionnelle
- Etc.

« Nous demandons une révision immédiate de ces décisions pour éviter que les patients ne soient victimes d'une politique comptable court-termiste », conclut Jean-Philippe Masson.

Le Dr Jean-Philippe MASSON, Président de la FNMR, se tient à votre disposition pour répondre à vos questions.

Contact presse : info@fnmr.org 01.53.59.34.07.



**RADIOLOGIE ATTAQUÉE,
MOBILISONS-NOUS !**

**PDES ET DMP :
BLOQUONS TOUT !**

À propos de la FNMR - La Fédération Nationale des Médecins Radiologues (FNMR) représente plus de 4 000 radiologues libéraux (30 000 collaborateurs), au cœur d'un réseau de 7 776 médecins dans toute la France. Les radiologues assurent chaque année près de 80 millions d'actes (radiographie, échographie, scanner, IRM, imagerie interventionnelle), jouant un rôle central dans la chaîne de soins : diagnostic, dépistage, thérapeutique et suivi.

Grâce à leur expertise et à leurs investissements constants, les cabinets d'imagerie garantissent un accès rapide et de qualité à une médecine moderne et innovante.